

Et si l'Islam était « insoluble » ?

Article rédigé par *Louis-Joseph Delanglade*, le 17 août 2016

[Source : La Faute à Rousseau]

L'annonce, clairement provocatrice, d'une journée « burkini » finalement annulée, près de Marseille, les violents incidents qui viennent de se produire en Corse, sont le signe évident de tensions communautaristes devenues extrêmes du fait même de la présence toujours plus virulente et ostentatoire de l'islam. L'idée que le Pouvoir pourrait, dans l'affolement, « organiser » autoritairement l'islam de France est en l'air, dans les cercles gouvernementaux et médiatiques. Jean-Pierre Chevènement serait même pressenti pour cette mission. Mais mission impossible ? Très probablement.

M. Valls souhaite, après tant d'autres, avoir un interlocuteur représentant de « l'islam de France », de façon à pouvoir organiser les rapports que l'Etat doit entretenir avec ce dernier. Mais ce n'est pas si simple. Certains évoquent à ce sujet deux précédents : celui de Napoléon qui, en 1806, a pu établir, grâce à la création du Consistoire, un nouveau *modus vivendi* avec le judaïsme ; et celui, plus connu, de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat de M. Briand, un siècle plus tard. Mais l'islam, en France, n'est pas le judaïsme, religion très minoritaire et présente depuis toujours dans diverses provinces. Il est encore moins le christianisme dont il n'a pas la légitimité historique et culturelle.

Une « instance de dialogue avec l'islam de France » réunit donc, sous la houlette de M. Cazeneuve, les prétendus représentants des cinq millions (?) de membres de la « deuxième communauté confessionnelle » du pays. On y parle de tout ce qui peut caresser ladite communauté dans le sens du poil - comme la construction projetée de trois cents (!) mosquées. Et pour se garder de toute « stigmatisation », on ne parle pas, surtout pas, de ce qui pourrait la fâcher (radicalisation, provocations, attentats...). Interrogé à ce sujet, le ministère répond benoîtement : « Nous avons estimé que ce serait un mauvais message adressé aux Français et à la communauté musulmane ».

A celle-ci, peut-être ; à ceux-là, certainement pas. En effet, que MM. Valls et tous les politiciens et idéologues de ce pays le veuillent ou pas, l'islam est ressenti par une majorité de « Gaulois » comme un corps étranger, inquiétant et dangereux - son émergence massive sur le territoire métropolitain étant trop récente, trop brutale, trop liée à des problèmes de désordre, d'insécurité, de terrorisme.

Mais la faute de M. Valls est d'abord de partir d'un a priori idéologique : la France laïque doit porter le « message » en Europe et dans le monde d'un islam « compatible avec la démocratie et la République ». Quelle naïveté ! il est douteux que l'islam se renie au point d'accepter que la religion, en l'occurrence musulmane, ne soit considérée que comme une simple affaire individuelle de conscience.

M. Godard, haut fonctionnaire au ministère de l'Intérieur jusqu'en 2014, montre, dans *La question musulmane en France*, que l'islam est devenu « un régulateur social sur notre territoire ». M. de Montbrial

dénonce, preuves à l'appui, dans Le sursaut ou le chaos « l'état de communautarisation avancé de notre société » qui fragilise la cohésion nationale, la radicalisation de milliers de jeunes Français partis ou en partance pour le jihad et, surtout, le « risque réel » de guerre civile dont nous menacent ces ennemis de leur propre pays.

Ce sont moins les individus qui sont en cause que la revendication de l'appartenance à une communauté dont les « valeurs » et les finalités ne sont pas tout à fait compatibles avec celles de la France.